

Chapitre deux : de l'entrée en guerre contre le Prusse, le 19 juillet 1870, à la proclamation de la Commune de Paris, le 28 mars 1871. Ou "De la guerre du peuple à la révolution du peuple".

J'emprunte ce titre à un chapitre de l'ouvrage de Robert Tombs, Paris, bivouac des révolutions¹. Précédemment, nous avons vu comment la brutale contre-révolution urbaine incarnée par l'haussmannisation de Paris a fait surgir la revendication d'une autonomie municipale, comment la multiplication des conflits et des réunions publiques, celle d'une autonomie ouvrière.

Maintenant nous allons réfléchir sur le rôle qu'a joué la guerre dans le processus révolutionnaire qui a conduit à la Commune de Paris.

Au delà de cette question, ce qui est interrogé ici c'est la part de l'incertitude dans les situations révolutionnaires. Je dois une partie de cette réflexion à l'ouvrage coordonné par Sophie Wahnich² histoire d'un trésor perdu, transmettre la révolution française, et plus particulièrement la contribution d'Olivier le Trocquer.

I. La guerre franco-prussienne et le siège de Paris : juillet 1870-janvier 1871.

1. la guerre et l'irrésistible défaite napoléonienne provoquent l'effondrement du régime.

- Comment a éclaté le conflit?

Les motifs avancés : le risque de l'arrivée sur le trône d'Espagne, d'un prince de Hohenzollern, soutenue par le roi de Prusse, Guillaume 1er : cela menacerait d'encercler la France par la Prusse. Non seulement Napoléon III demande le retrait de la candidature du prince, mais lorsqu'elle est retirée, il insiste pour que le roi de Prusse s'engage personnellement à ne plus en autoriser son renouvellement. Guillaume 1er repousse cette exigence.

Le prétexte : la dépêche d'Ems. Guillaume 1er informe de sa décision son chancelier Bismarck par une dépêche envoyée de la ville où il séjourne, Ems. Bismarck la rend publique le 13 juillet 1870, en laissant entendre que le roi maintient ses projets.

Présentée comme une provocation de la part de la Prusse, cette dépêche permet à Napoléon III de déclarer la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870, dans la perspective d'une victoire certaine et rapide.

Bismarck, en fait, recherchait l'affrontement. Il avait besoin d'un conflit où la Prusse serait l'agressée et non l'agresseur, afin de souder l'ensemble des Etats du Sud, en particulier la Bavière à la Prusse et ainsi d'achever le processus d'unification de l'Allemagne. L'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine en fait partie.

Après la défaite de la France, c'est dans la galerie des glaces du Château de Versailles, le 18 janvier 1871 que Guillaume 1er est proclamé empereur.

- l'irrésistible défaite et ses conséquences :

Contrairement à ce qui était annoncé, les armées françaises subissent une succession de défaites qui ont pour conséquences le déroulement des combats sur le territoire français et l'occupation partielle dès la mi-août, de l'Alsace et la Lorraine.

Paradoxalement, ces défaites provoquent un appel à la mobilisation de tous, comme en 1792, comme si la révolution que Napoléon III avait voulu terminer définitivement était à nouveau d'actualité :

"Que le peuple entier frémissant se lève pour le grand combat... comme en 1792, que nos revers ne soient que l'école de nos victoires".

Il convoque la garde nationale. Mais de peur que se rejoue le 10 Août 1792, il interdit tout rassemblement.

Ces défaites conduisent à des premiers soulèvements à Lyon, dès le 6 Août, à Marseille le 7, où l'on réclame la déchéance de l'empereur, soulèvements qui conduisent à la proclamation de Communes éphémères.

A Paris les blanquistes, le 10, tentent un coup de main, en attaquant une caserne de pompiers à La Villette, sans succès.

¹ Robert Tombs, *Paris, Bivouac des révolutions, la Commune de Paris de 1871*, Libertalia, 2014

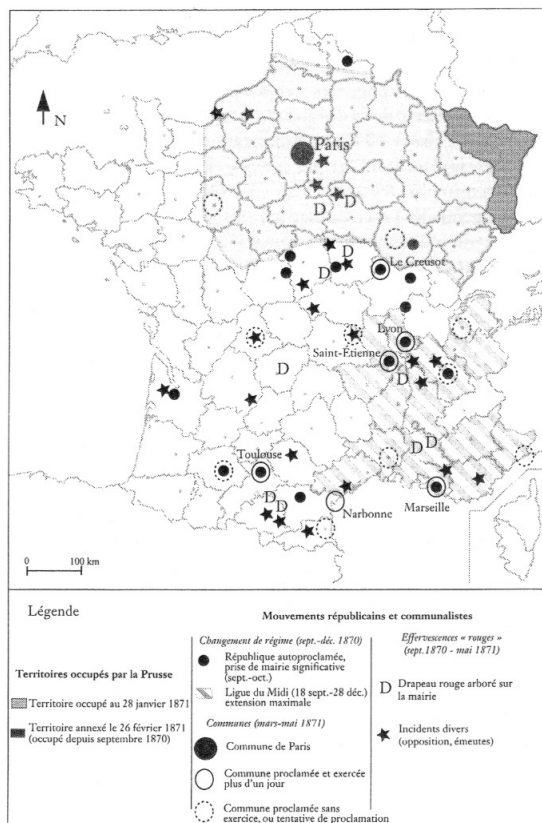
² Sophie Wahnich *histoire d'un trésor perdu, transmettre la révolution française*

Ce qui est décisif, c'est le 2 septembre, le désastre de Sedan, 3000 morts, 14 000 blessés, 83 000 prisonniers, dont 39 généraux et l'empereur. L'empereur capitule aux conditions fixées par l'Allemagne : l'armée française est prisonnière de guerre. Les armées régulières françaises ont été battues en 6 semaines.

Là encore, dès que la nouvelle de la défaite est connue, les villes de Lyon et de Marseille ont proclamé de leur côté la République, Lyon avant Paris, et ont créé des Comités de salut public, au nom de l'autonomie des villes républicaines.

L'année terrible (1870-1871) : occupation, insurrection et communes en France.³

L'année terrible (1870-1871) : occupation, insurrection et communes en France



Mais le sort du régime se joue à Paris.

A Paris, le choc de la défaite provoque la chute du régime : déchéance de l'empire, proclamation de la république et formation d'un gouvernement de défense nationale formé par les députés républicains élus de la Seine aux législatives de 1869, avec comme ministre de l'intérieur et de la guerre, Gambetta.

- Paris devient alors l'enjeu principal de la guerre

Le choix stratégique de Bismarck est le siège de Paris, que les armées allemandes encerclent à partir du 19 septembre, 180 000 hommes sur 120 km et qu'elles bombardent à partir de janvier : de 200 à 500 obus par jour.

Le gouvernement de défense nationale concentre ses efforts sur Paris. Mais il se trouve dans une situation paradoxale :

Il ne croit pas à la possibilité d'une victoire et fait plusieurs tentatives de négociations pour mettre fin à la guerre : le 19 septembre, fin octobre, et enfin janvier qui aboutit à la signature de l'armistice le 28 janvier. Ces tentatives sont perçues comme des trahisons.

Mais, en même temps, la légitimité de ce gouvernement est liée, à défaut d'une victoire, à l'organisation d'une défense héroïque conduisant au moins à une paix honorable.

D'où une mobilisation exceptionnelle organisée par Gambetta (épisode fameux de son échappée de Paris en ballon en direction de Tours), le but étant la mise sur pied d'armées qui viendraient lever le siège de Paris et

³ Quentin Deluermoz : *Le crépuscule des révolutions, 1848-1871*, Le Seuil, Points histoire, 2011, P.346

l'organisation d'une sortie pour briser les lignes de siège : une "**levée en masse et une sortie torrentielle**" de la garde nationale mobilisée à Paris.

Il généralise la mobilisation, en faisant appel à tous les hommes de 21 à 40 ans, en plus des classes d'âge de 1870 et 1871 de manière anticipée.

Il met en place "une économie de guerre" : mobilisation financière, par l'emprunt contracté en France et à l'étranger; mobilisation industrielle pour les armes et les munitions, l'habillement (fin du monopole des manufactures d'Etat pour la fabrication des armes, achats à l'étranger).

Mais le sous-équipement reste un problème chronique : par exemple, à Roanne, en novembre, on ne disposait que de 50 fusils pour 18 000 hommes mobilisés.

Les différentes armées de province échouent dans leurs tentatives.

Elles n'arrivent pas à renverser la situation : capitulation de Metz dans de terribles conditions vécue comme une trahison de Bazaine, le 27 octobre (106 000 hommes rendus, 6 000 officiers, 50 généraux). La France a perdu la moitié de son armée régulière, échec de l'armée de la Loire, de l'armée du nord, de l'armée de l'Est ("l'armée de Bourbaki").

Et à aucun moment l'Etat-Major français n'a cru à une réussite possible d'une sortie et n'a voulu intégrer la garde nationale, une armée de citoyens-soldats, aux dispositifs militaires. La garde nationale est utilisée à la surveillance des fortifications.

La tentative de sortie du 19 janvier contre le quartier général allemand à Versailles est la seule où la garde nationale est impliquée. Mais elle est vouée à l'échec. Comme le dit un général : "**ces clowns de gardes nationaux veulent se faire arracher la tête. Nous allons leur en donner l'opportunité.**" L'attaque est un désastre et fait en un jour 4000 morts, dont 1 500 gardes nationaux. C'est en fait un moyen de convaincre la population parisienne que la capitulation est inévitable.

2. la guerre et le siège de Paris permettent la reprise interrompue de la Révolution.

- la révolution de 4 septembre : rejouer le 10 aout 1792.

Le 10 Aout 1792 les manifestations populaires ont obligé l'assemblée législative à provoquer la suspension du roi de ses pouvoirs, c'est-à-dire la déchéance de Louis XVI et a donné naissance à la commune insurrectionnelle de Paris.

Le 4 septembre 1870 au matin, alors que le Corps législatif se réunit pour trouver une issue légale à la crise, la foule se rassemble devant le Palais-bourbon, envahit les tribunes et la salle des séances pour exiger la déchéance de l'empereur, déchéance finalement proclamée par Gambetta en début d'après midi sous la forme d'un décret, improvisé et présenté comme s'il s'agissait d'un vote de l'Assemblée.⁴

4 septembre : Compte rendu de la séance extraparlamentaire

"M.GAMBETTA.- Citoyens...(Chut ! chut ! écoutez !)

Attendu que la patrie est en danger,

Attendu que tout le temps nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance ;

Attendu que nous sommes et que nous constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel libre ;

Nous déclarons que Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France".

Etrangeté de ce discours qui cherche à légaliser un acte illégitime, insurrectionnel, au nom d'un pouvoir régulier!

Puis les députés républicains élus de la Seine en 1869 se rendent vite à l'hôtel de ville, où des groupes radicaux ou révolutionnaires (Charles Delescluze, Jean-Baptiste Millière, Félix Pyat) sont déjà présents mais n'ont pas eu le temps de proclamer une Commune insurrectionnelle.

Gambetta fait admettre que seuls les députés de la Seine sont légitimes à gouverner écartant tout autre proposition. Ils forment un gouvernement provisoire, de défense nationale. Gambetta devient ministre de l'intérieur et des armées. La présidence est confiée au conservateur le général Trochu. (Participe passé de Trophoir dit Victor Hugo).

⁴ Olivier Le Trocquer, « Mémoire et interprétation du 4 Septembre 1870 : le sens de l'oubli », *Temporalités* [En ligne], 5 | 2006, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 04 septembre 2015. URL : <http://temporalites.revues.org/283>

Il proclame la République :

" la république a vaincu l'invasion de 1792; la république est proclamée. La révolution est faite au nom du droit, du salut public".

Ce n'est qu'après le 18 mars que se met en place la Commune insurrectionnelle de Paris.

"Qu'as-tu donc et pourquoi as-tu l'air si sombre, au moment où tout le monde se réjouit? me disent ma femme et mon plus jeune fils, qui reviennent tout émus des manifestations qu'ils ont vues sur les boulevards.

- Ma chère amie, jamais la République, la vraie, celle que nous aimons, n'a couru de plus grands dangers que ceux qui l'attendent dès aujourd'hui si l'on y prend garde".⁵ Gustave Lefrançais

- Comment définir et construire la République, la vraie : rejouer la Parie en danger?

"La patrie en danger" est d'ailleurs le titre du nouveau journal fondé par Blanqui.

Pour cela, les révolutionnaires, le peuple des quartiers populaires de Paris (Belleville, Montmartre, le XIème arrondissement) entendent exercer un contrôle sur les membres du gouvernement provisoire, auto-désignés le 4 septembre parmi les représentants républicains de Paris élus en 1869 sous le régime impérial. Ils veulent aussi prendre leurs affaires en main ce qui se traduit par l'affirmation progressive d'une revendication communale.

Dès le 4 septembre, au soir, les internationaux rassemblés dans la salle de la Corderie adoptent une résolution qu'ils soumettent à Gambetta en délégation à l'hôtel de ville.

Résolution des internationaux adressée à Gambetta, 4 septembre.

"Considérant que la proclamation de la République doit avoir pour effet de supprimer toute institution d'essence monarchique, la réunion invite le gouvernement provisoire à décréter immédiatement les mesures suivantes :

Elections municipales du département de la Seine, au scrutin de liste par arrondissement;

Restitution complète aux citoyens de Paris du soin de leur propre sécurité par la suppression de la préfecture de police actuelle et par l'organisation d'une police municipale. (Donc libertés municipales et libre organisation de la sécurité de Paris).

La suppression de toutes les lois préventives, fiscales ou répressives de la liberté de la presse, de l'imprimerie, de la librairie, et des droits de réunion et d'association.

Annulation complète de tous jugements, arrêts et poursuites ayant un caractère politique, (et non amnistie. L'amnistie est décidée pour tous les condamnés pour délit politique depuis le coup d'Etat de décembre 1851).

Armement immédiat de tous les français sans exception et organisation de la levée en masse".

La même assemblée rédige une adresse au peuple allemand pour lui rappeler que ses dirigeants n'ayant déclaré ne faire la guerre qu'à l'empereur et non à la nation française, l'invasion du territoire français prendrait un caractère de guerre nationale à laquelle il devrait se refuser.

Adresse au peuple allemand- à la démocratie socialiste du peuple allemand :

"Par la voix de 38 millions d'êtres animés du même sentiment patriotique et révolutionnaire, nous te répétons ce que nous déclarions à l'Europe coalisée en 1793 : "le peuple français est l'ami et l'allié de tous les peuples libres. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations. Il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien". Repasse le Rhin (...)

Proclamons : la liberté, l'Egalité, la Fraternité des peuples. Par notre alliance, fondons les Etats-Unis d'Europe. Vive la République universelle!"

Cette résolution et cette adresse au peuple allemand montrent bien le lien entre la guerre et la révolution. Mobiliser le peuple pour défendre la patrie en danger exige de prendre des mesures potentiellement révolutionnaires, comme celle de l'élargissement de la garde nationale, de la levée en masse et de l'armement de la population, revendications qui reviennent en permanence. Et en même temps, paradoxalement, cela s'accompagne du dépassement de l'étroit nationalisme au nom de la république universelle.

⁵ Gustave Lefrançais : *Souvenirs d'un révolutionnaire, de juin 1848 à la Commune*, La fabrique, 2013, p.132

Entre le 5 et le 11 septembre, les révolutionnaires s'organisent en constituant dans tous les quartiers, des comités de vigilance, qui sont rejoints par des républicains convaincus.

Chaque comité désigne 4 membres pour former un Comité central de Défense nationale des 20 arrondissements de Paris. Il siège à la Corderie. Le but :

" pourvoir au salut de la patrie ainsi qu'à la fondation définitive d'un régime véritablement républicain par le concours permanent de l'initiative individuelle et de la solidarité populaire".

On y retrouve des militants qui s'étaient fait connaître dans les réunions politiques, de futurs communards, Benoit Malon, Jules Vallès, Edouard Vaillant, Eugène Varlin qui participe avec les membres de la Marmite à la création du comité de vigilance du 6ème arrondissement...

Leurs revendications sont résumées sur une Affiche rouge, placardée le 14 septembre, réclamant à la fois la poursuite de la guerre et aussi l'abolition de la police et de la bureaucratie, l'élection de tous les fonctionnaires, la responsabilité de l'ordre public assuré par la garde nationale, l'expropriation de toutes les denrées alimentaires et un rationnement égalitaire, la distribution d'armes et la mobilisation de toute la population, dans les différents quartiers de Paris et dans les départements, un contrôle populaire de toutes les mesures prises pour la défense.

Deux semaines plus tard, de manière plus radicale, c'est une Commune qu'ils souhaitent :

"Commune souveraine opérant révolutionnairement la défaite de l'ennemi, facilitant l'harmonie des intérêts et le gouvernement direct des citoyens par eux-mêmes".

Lors de la rédaction et la publication de la seconde affiche rouge, placardée le 6 janvier, les 140 signataires du texte se sont constitués en délégation des 20 arrondissements, proclamant la Commune, une sorte de contre-gouvernement, se substituant au gouvernement de la défaite.

Après avoir fait le bilan désastreux de l'action du gouvernement de défense nationale,

"La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort (...)

Le grand Peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il dans un désespoir inerte que le froid et la famine aient glacé dans son coeur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang?

NON!

(...) La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre continuées de l'Empire, sont jugées.

Place au peuple! Place à la Commune"⁶

La vive condamnation de la politique, de la stratégie et de l'administration du gouvernement de défense nationale conduit à plusieurs reprises à des journées insurrectionnelles pour contrôler l'hôtel de ville : le 31 octobre, après la capitulation de Metz et les tentatives de Thiers de négocier l'armistice avec Bismarck; le 22 janvier, manifestation insurrectionnelle à laquelle participent Louise Michel, Varlin. Cette tentative se termine par une fusillade qui fait 4 morts.

- Quelle est la réponse du gouvernement provisoire?

A la suite du 31 octobre, le 3 novembre le gouvernement organise deux votes que le ministre de l'intérieur Jules Favre explique ainsi **la réponse du gouvernement de défense nationale**

"Demain jeudi, (la population) votera sur la question de savoir si elle maintient le Gouvernement de Défense nationale. Ceux qui veulent le maintenir voteront OUI. Samedi, elle votera pour l'élection des Maires et Adjointes des 20 arrondissements. Cette élection ne ressemble en rien à celle de la Commune. Elle en est la négation. Le gouvernement persiste à se prononcer contre la constitution de la Commune, qui ne peut que créer des conflits et des rivalités de pouvoir. Le gouvernement a cru sage de donner aux magistrats municipaux la consécration de l'élection populaire".

Les parisiens manifestent leur confiance à 80% des voix, il y a 60 000 non. Ils ne sont pas prêts à renverser le gouvernement.

Le gouvernement de défense nationale organise dans la foulée des élections municipales d'arrondissement, refusant ainsi le conseil communal ou la Commune.

Par contre, là, les résultats sont différents : des candidats révolutionnaires sont élus adjoints dans neuf arrondissements. Car c'est au niveau du quartier, de l'arrondissement que s'organise la vie quotidienne d'une ville assiégée, provoquant mobilisation et solidarité que l'on retrouvera sous la Commune

⁶ Cité par Rougerie, *Paris libre, 1871*.

3. la guerre et le siège de Paris créent une situation exceptionnelle de mobilisation de la population

- Autour des mairies d'arrondissement avec le concours des Comités de vigilance :

Elles doivent trouver des solutions pour loger des milliers de réfugiés qui ont fui le front ou les bombardements. Même chose pour la nourriture, les combustibles, dans un hiver particulièrement rigoureux. Les mairies créent des boucheries municipales, des cartes de rationnement alimentaire, distribuent de la farine aux boulangeries. Les cantines municipales fournissaient 190 000 repas par jour, dont 25 000 dans le seul XVIII^{ème} arrondissement.

Elles font appel aux femmes pour former des comités enfin d'organiser les soins aux blessés. Par exemple, dans le 17^{ème} arrondissement, aux Batignolles, Malon, élu comme adjoint embauché à la municipalité Varlin (qui avait quitté le 6^{ème} arrondissement où il n'avait eu que 864 voix sur 9745 aux municipales) : fort de son expérience à la Marmite, il est chargé de l'organisation du ravitaillement, mettant en place des cantines, des ateliers de lingerie et de couture (l'une d'entre elles est dirigée par Louise Michel). Le fardeau quotidien retombait entièrement sur les femmes : longues attentes devant les boucheries, les boulangeries, pour trouver des combustibles, de l'eau potable (le nouveau système d'approvisionnement en eau créé par Haussmann avait été coupé par les assiégeants). Cela contribuait à leur politisation. On retrouve cette même mobilisation dans la Commune.

- Autour de la garde nationale, lieu par excellence de la sociabilité populaire (Rougerie)

Qu'est-ce que la garde nationale ?

La garde nationale a été officiellement créée, le 16 juillet 1789, par Lafayette afin de contrôler les milices bourgeoises déjà formées à la suite du 14 juillet et de la révolution municipale : son but, empêcher à la fois une réaction aristocratique et contenir les "excès populaires".

Les décrets de juin 1790 et d'octobre 1791 la réservent aux citoyens actifs, avec obligation de s'y inscrire.

Le rôle de la garde nationale est lié à son mode de recrutement, oscillant entre limitation (sous l'Empire et la Restauration) et élargissement (sous la première et seconde république), basculant du côté du maintien de l'ordre ou du côté de l'insurrection.

Napoléon III en limite le recrutement, en réduisant le nombre des bataillons, avec le contrôle du recrutement par les préfets; elle n'est plus alors qu'un corps de parade.

En 1870, la guerre et la défense de Paris conduisent le gouvernement de défense nationale, le 6 septembre 1870, à ouvrir à nouveau le recrutement de la garde nationale qui passe rapidement de 90 000 hommes à plus de 340 000. Il décide aussi de verser aux hommes de la garde nationale, une indemnité journalière de 1, 5F, (+ 75 centimes pour les femmes et 25 centimes par enfant). L'équipement et l'armement sont sous la responsabilité des maires d'arrondissements.

La garde nationale devient une armée populaire, de 340 000 hommes, avec 280 000 fusils, une artillerie en partie payée par les dons publics et par des souscriptions.

Cette armée est organisée localement, dans son activité et dans son recrutement, prenant un caractère social et politique plus marqué en fonction des quartiers, résultat de l'haussmannisation de Paris.

Durant les 4 mois de sièges, elle devient un instrument d'intégration et de fraternisation, de solidarité de voisinage et de politisation. Ce qui expliquera plus tard l'engagement des gardes nationaux pendant la Commune.

La garde nationale a gardé des pratiques démocratiques, dans la constitution des Conseils de famille chargés de l'administration à l'échelle des compagnies (distribution de la solde, indemnités aux nécessiteux, bons de vivres).

Les Officiers et sous officiers des compagnies sont élus par les hommes de troupes; ceux-ci élisant à leur tour les commandants des bataillons. Ce sont souvent des figures locales, ayant une réputation politique. Des dirigeants révolutionnaires, des orateurs des réunions publiques sont élus dans les bataillons nouvellement formés dans les arrondissements ouvriers, Blanqui, à la tête du 169 bataillon de Montmartre, Eudes, Varlin, de nombreux communards.

Seul le haut commandement est nommé par le gouvernement.

La levée d'une garde nationale populaire avec des officiers élus, la politisation et la solidarité grandissante au sein de ses bataillons enracinés dans des communautés locales, son armement et son Comité central autonome constituent un instrument révolutionnaire puissant et sans précédent.

A nouveau, le témoignage de Varlin, garde national et commandant du 193^{ème} bataillon du 6^{ème} arrondissement⁷.

Varlin est élu chef du 193 bataillon, dans le 6^{ème} arrondissement.

A la suite d'une manifestation, le 8 octobre, Varlin fait publier une lettre dans le Réveil pour établir la vérité sur l'intervention de la garde nationale. Il reçoit toute une série de critiques, en particulier pour avoir écrit : "Le 193^{ème}, en débouchant sur la place, a répondu par le cri "Vive la Commune!" au même cri poussé d'une manière interrogative par les citoyens qui occupaient la place.

Il y répond :

" je ne pouvais accepter d'être chef de bataillon qu'à la condition de me trouver en parfaite harmonie d'opinions avec les citoyens dont il était composé. J'ai cru qu'il en était ainsi. Lorsque le lendemain du 8 octobre, j'ai lu dans tous les journaux que des bataillons réactionnaires de la garde nationale étaient venus spontanément sur la place de l'hôtel de ville pour réprimer une manifestation en faveur de la Commune, j'ai été profondément affecté par cette allégation et j'ai pu croire que le bataillon tout entier devait éprouver le même sentiment. Aussi me considérant comme le représentant naturel du bataillon, j'ai voulu rétablir la vérité de suite, sans attendre une réunion qui aurait été difficile immédiatement...

Je suis tout disposé à me retirer si je ne me trouve plus en harmonie avec le bataillon, mais je tiens à le consulter directement (...) Je me présenterai à chaque compagnie qui se prononcera après m'avoir entendu. Les voix seront ensuite additionnées, et je me soumettrai à la majorité".

La majorité des gardes nationaux du 6^{ème} arrondissement était républicaine et non socialiste. Varlin fut destitué de son commandement.

J'aurais pu revenir sur les dures conditions du siège, sur le fait que les privations ne sont pas partagées.

Le gouvernement impérial moribond avait constitué des stocks de nourriture pour la ville pour deux mois. Le siège dure 4 mois.

A Noël, un rat coute entre 50 et 75 centimes, un oeuf 2F, un chou 5 francs, un lapin 40 francs (l'indemnité journalière d'un garde national est de 1,5F).

Mais tous ne vivent pas le siège de la même manière! Les restaurants des boulevards et les ménages riches organisèrent des repas festifs pour Noël et le jour de l'an. Un club d'intellectuels à la mode fit frapper une médaille pour remercier son restaurant favori d'avoir maintenu la même qualité sur toute la ligne "en sorte qu'ils n'ont jamais remarqué une seule fois qu'ils étaient en train de dîner dans une ville assiégée de deux millions d'âmes".

Edmond de Goncourt, note dans son journal le 12 décembre qu'une jeune fille lui a proposé de coucher avec lui pour un croûton de pain. Il écrit : "imaginez qu'il y a des gens condamnés à vivre avec si peu!".

A la fin du siège le taux de mortalité est quatre fois plus fort qu'en temps de paix.

Le siège accentua les inégalités sociales. Le siège fut une épreuve épuisante, ce qui explique largement les ressentiments qui se sont développés pendant et après.

J'aurais pu revenir aussi sur le fait que les moyens d'existence de la majorité des parisiens sont extrêmement précaires; ils sont au chômage. 900 000 d'entre eux dépendent des indemnités versées à la garde nationale. Les femmes employées auparavant dans l'industrie parisienne de l'habillement obtiennent du travail, dans des coopératives pour confectionner des uniformes. Les petites et grandes entreprises de mécaniques se transforment en manufactures d'armes. Les fonderies fabriquent les canons et les obus. Les entreprises du bâtiment travaillent sur les remparts et les barricades.

Le paiement des factures commerciales est suspendu dès le 16 aout, le paiement des loyers à partir du 30 septembre, pour la durée de la guerre.

L'économie parisienne et la majeure partie de la population de la ville sont devenues tributaires de la guerre dans les moyens d'existence.

⁷ Paule Lejeune : *Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard, Eugène Varlin*, l'Harmattan 2001

II. Le chemin vers la révolution du 18 mars 1871.

- le premier pas : l'élection de l'Assemblée nationale ou revivre 1849, en pire.

L'armistice est signée le 28 janvier 1871 pour une durée de 21 jours, entraînant l'arrêt des combats et l'approvisionnement de Paris.

Bismarck exige que les préliminaires de paix soient signés par un gouvernement légitime, issu d'une assemblée élue d'où l'organisation d'élections législatives en quinze jours.

Les élections ont lieu, dans la précipitation, le 8 février. La nouvelle assemblée élue compte 400 monarchistes (180 légitimistes et 215 orléanistes, 35% de nobles), 15 bonapartistes et 150 républicains de principe, dont 40 seulement se déclarent radicaux ou gambettistes.

Le scrutin retenu est le scrutin de liste départemental, à majorité relative, à candidature multiple. Cela permet à Thiers d'être élu dans 26 départements, à Gambetta dans 8.

Les scores de ces deux hommes symbolisent les enjeux des élections, la paix ou la poursuite de la guerre, ce qui transforme les élections en plébiscite.

La Chambre s'installe à Bordeaux : elle nomme Thiers, "chef du pouvoir exécutif de la République française, en attendant que soit statué sur les institutions de la France".

Symbole de la nouvelle assemblée : le 13 février, Garibaldi, devant une Assemblée déchainée renonce à prendre la parole, confronté à un chahut des parlementaires : il voulait expliquer l'honneur que les Parisiens lui avaient fait en l'élisant mais aussi sa démission afin de ne pas perdre sa nationalité.

Les préliminaires de paix sont signés le 26 février, et ratifiés par 546 Oui, contre 107 Non. Concernant les élus parisiens, 30 députés ont voté contre la ratification, 8 pour)

Gambetta, élu du Bas-Rhin démissionne avec tous les députés d'Alsace et de Lorraine, ainsi que Victor Hugo, Rochefort, Ranc, Malon.

Mais, aux élections de l'Assemblée nationale, Paris vote républicain La plupart des villes vote républicain mais leurs votes sont noyés dans les masses rurales des départements.

A Paris, les dirigeants républicains modérés qui avaient formé le gouvernement détesté de défense nationale sont vaincus sauf Favre. La ville élit des républicains partisans de la guerre, comme Gambetta; de vieilles et grandes figures républicaines comme Hugo, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Garibaldi (qui avait combattu à la tête d'une armée constituée de volontaires internationaux, secondant l'armée de l'Est), 36 républicains sur 43 députés.

Par contre, l'Internationale, la délégation des vingt arrondissements et la Chambre fédérale des sociétés ouvrières qui avaient constitué une liste de socialistes révolutionnaires, le "parti des déshérités", n'a que 4 élus. Varlin, avec 55 000 voix ne peut pas être élu.

- le deuxième pas : la garde nationale met en place une direction politique autonome, la fédération républicaine de la garde nationale de la Seine, en février 1871; elle adopte des statuts et élit le 15 mars, un comité central de 38 membres (6 arrondissements bourgeois ne sont pas représentés). Elle regroupe alors 60% des compagnies de garde nationale parisienne.)

10 mars : Statut de la fédération républicaine de la Garde nationale, adopté en Assemblée.

Avant de se séparer, l'assemblée prête serment :

" (...) Jurons donc de tout sacrifier à nos immortels principes. La république française d'abord, puis la République universelle.

Plus d'armées permanentes, mais la nation tout entière armée, de telle sorte que la force n'opprime jamais le droit. Plus d'oppression, d'esclavage ou de dictature d'aucune sorte; mais la nation souveraine, mais les citoyens libres se gouvernant à leur gré. En un mot, plus de rois, plus de maîtres, plus de chefs imposés; mais des agents constamment responsables et révocables à tous les degrés de pouvoir.

Et alors, ce ne sera plus un vain mot que cette sublime devise Liberté, Egalité, Fraternité. Rallions nos forces, serrons nos rangs, unissons-nous et Vive la République".

Plus d'une centaine de bataillons organisent de grandes manifestations républicaines, du 24 février, jour anniversaire de la révolution de 1848, au 27 février, sur la place la Bastille déposant des couronnes d'immortelles aux pieds de la Colonne de juillet, érigée en mémoire des victimes de juillet 1830. Un drapeau noir et un drapeau rouge sont placés dans la main du génie. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes participent à ces manifestations.

"Le même jour un mouchard Vincenzini y laissa sa vie, jeté à la Seine par la foule.⁸ La foule repère un agent de police, dont on croit qu'il relève les numéros des bataillons de la Garde nationale venus manifester. On le maltraite, on le poursuit jusqu'à la Seine où on le jette et on le noie, avec tous les raffinements de cruauté atroce. Que s'est-il passé au vrai ? L'agent de l'ordre, Vincenzini, est là à la Bastille où le tout peuple est cérémonieusement assemblé. Il viole par sa présence un espace (particulièrement sacralisé) où il n'a pas droit d'être. Il a pénétré dans un espace qui lui est interdit spécialement ; d'où la colère enragée de ses vrais occupants et possesseurs, et le caractère presque "rituel" de son meurtre.

Cet espace populaire est pour le peuple espace de refus, espace profondément interdit à tout autre que le peuple. On ne peut s'en emparer (momentanément) qu'au canon et par la supériorité des armes".

L'armistice prenant fin le 27 février, les gardes nationaux se rassemblent en armes pour résister à une éventuelle attaque prussienne. Mais à l'initiative du Comité central de la garde nationale, l'affrontement est évité lors du défilé des troupes prussiennes dans Paris le 1 Mars et l'occupation pendant quarante huit heures d'un périmètre allant de la place de l'Étoile à la place de la Concorde.

Les gardes nationaux s'emparent d'armes pour s'assurer qu'elles ne soient pas prises par les Allemands ou le gouvernement, fusils et munitions, saisis dans les arsenaux et dépôts, et 300 à 400 canons, dont la plupart avaient été payés en partie par la souscription publique pendant le siège et étaient considérés comme la propriété de la garde nationale, enlevés des parcs officiels d'armement et conduits à Montmartre, Belleville sous le contrôle des "bataillons rouges".

Des quartiers de Paris ne sont plus sous le contrôle du gouvernement. Ils s'administrent, vivent en toute indépendance. Belleville a chassé les troupes qui y étaient cantonnées, même chose aux Batignolles, aux 11^{ème}, 13^{ème} arrondissements.

- troisième pas : l'Assemblée des ruraux contre la Ville républicaine

Des décisions de l'Assemblée nationale avivent les haines :

le 15 février, la remise en cause des 30 sous de la solde de la garde nationale : ils ne sont désormais dus qu'à ceux qui feraient la preuve de leur indigence : on supprime une ressource essentielle pour le peuple parisien.

le 7 mars, l'abrogation du moratoire des loyers et des effets de commerce, établi le 10 août 1870. (C'étaient des promesses de paiement à une date ultérieure -trois mois- pour des biens reçus, donc des chèques postdatés, sorte de crédit. Les bénéficiaires pouvaient les encaisser avant la date d'échéance à prix réduits auprès de certaines banques). Cela met en difficulté une grande partie des locataires modestes et près de 40 000 petits entrepreneurs parisiens insolubles.

le 10 mars, par 487 voix contre 154, installation de l'Assemblée à Versailles, "décapitalisant Paris", Versailles où elle n'aura plus à craindre "les pavés de l'émeute".

La ville est mise sous tutelle, deux généraux conservateurs, sont nommés commandants de la garde nationale et gouverneur de Paris.

A cela s'ajoutent les sentences de la cour martiale contre les insurgés du 31 octobre et l'interdiction de 6 journaux de gauche, le Vengeur de Félix Pyat, le Cri du Peuple de Vallès, le Père Duchesne...

⁸ Jacques Rougerie : *L'espace populaire parisien en 1871*

Bulletin de l'Institut d'Histoire économique et sociale de l'Université de Paris I Recherches et Travaux, n° 5, janvier 1977.

- le surgissement de l'évènement : le 18 mars 1871 qui relance les dés de l'incertitude (Sophie Wahnich)

Rappel du contexte : Le journal de Vinoy, gouverneur de Paris

"Le 3 mars, sans la nuit, le poste des gardiens de la paix aux Gobelins est attaqué

Le 4 septembre, la caserne de la rue Mouffetard est évacuée par la garde républicaine, 29 obusiers sont pillés du 3^{ème} secteur (La Chapelle).

Le 8 mars, un secteur insurrectionnel est formé au 9^{ème} secteur (barrière d'Italie). Duval en est nommé commandant

Le 9 mars, les 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, de la mobile de la Seine se mutinent et entraînent leurs officiers qu'ils maltraitent devant le Comité Central. Celui-ci les fait relâcher.

Le 10 mars, on s'attend pour 5 heures à une attaque sur le Luxembourg, car la veille, à Grenelle, Varlin a prescrit, au nom du Comité Central, à trois bataillons de ce quartier d'aller enlever les canons gardés au Luxembourg

Le 13 mars, le 9^{ème} est très agité. Le pillage de munition ne cesse pas.

Le 15 mars, l'autorité militaire est obligée de faire garder la cartoucherie de la rue de Vanves sérieusement menacée..."

Thiers décide alors de lancer une opération militaire pour récupérer les 271 canons que conservait la garde nationale : trois armées doivent contrôler Montmartre, Belleville, la Bastille et le Faubourg Saint Antoine.

Le 18 mars, au petit matin une affiche est placardée sur les murs de Paris, signée par tous les membres du gouvernement, s'adressant aux habitants de Paris.

"Que les bons citoyens se séparent des mauvais!"

A 6 heures du matin, le général Lecomte se rend maître de la butte Montmartre. C'est alors que des femmes, puis la foule s'opposent à la saisie des canons. Entourés par les parisiens, les soldats mettent la crosse en l'air. 6 bataillons de la garde nationale arrivent à la rescousse.

Le même scénario se produit à Belleville, à la Bastille, et des barricades se mettent en place.

Le commandant des troupes à Montmartre, le général Lecomte et le général Clément Thomas, l'ancien commandant en chef de la garde nationale, particulièrement haïs, sont empoignés par la foule et tués dans un jardin au sommet de la butte par des déserteurs de l'armée, des gardes nationaux et des civils du quartier.

Ce premier mouvement est spontané. Les organisations révolutionnaires interviennent par la suite. D'où, dans un deuxième temps un processus de reconquête du centre à partir des zones excentrées, des quartiers populaires du Nord et du Nord-est : le quartier latin et la préfecture de police (les Bataillons du XIII^{ème} de Duval), sont occupés, la place Vendôme, le siège de l'Etat-major de la garde nationale (Varlin et les bataillons des Batignolles et de Montmartre), le ministère de la justice, les casernes de la place du château d'eau (place de la république), l'Imprimerie nationale et enfin l'hôtel de ville à 22 heures.

La fraternisation des soldats avec les gardes nationaux détermine la suite des évènements : en effrayant le gouvernement elle le décide à évacuer la ville. Convaincus d'avoir perdu le contrôle de la situation, le gouvernement de Thiers et le haut commandement de l'armée se retirent avec toutes les troupes disponibles à Versailles.

Mais cette fraternisation donne une confiance excessive chez les insurgés qui se persuadent qu'une armée de conscrits ne leur fera jamais la guerre.

En fait le 18 mars, les soldats sont trop peu nombreux et on leur a confié une mission difficile et démoralisante. Les soldats se sont souvent contentés de s'abstenir⁹.

A minuit le Comité central tient sa première séance à l'Hôtel de ville.

⁹ Robert Thombs, *Paris, Bivouac des révolutions, la Commune de Paris de 1871*.

III. Un petit détour par la province, en particulier Lyon et Paris, où s'expérimentent des formes d'organisations et des programmes politiques et sociaux originaux, entre septembre et décembre 1870, des questions que l'on retrouve posées par la Commune de Paris

Deux tentatives de constituer des Communes insurrectionnelles, le 28 septembre à Lyon, à l'initiative du Comité de Salut de la France formé d'internationalistes proches de Bakounine, tentative à laquelle participe Bakounine et à Marseille le 1er novembre échouent. Une nouvelle vague d'insurrections communalistes sera ensuite relancée en mars 1871 par l'insurrection parisienne.

Ce qui m'intéresse ici, ce sont les problèmes posés : en particulier la question de l'Etat.

On la retrouve dans le texte de Bakounine rédigé le 1er septembre, avant même la défaite de Sedan et le début du siège de Paris.

Bakounine : Lettres à un Français sur la crise actuelle. 1 Septembre 1870

(édité chez James Guillaume à Neuchâtel).

"Paris est trop absorbé par l'intérêt de sa propre défense pour pouvoir diriger et organiser le mouvement national de la France. Paris assiégé se transformera en un immense camp ; toute sa population ne formera plus qu'une armée, disciplinée par le sentiment du danger ; mais une armée ne raisonne pas, n'agit pas comme une force dirigeante et organisatrice, elle se bat.

La meilleure chose que Paris puisse faire dans l'intérêt de son propre salut et celui de la France entière, c'est de proclamer et de provoquer l'absolue indépendance et spontanéité des mouvements provinciaux, et si Paris oublie et néglige de le faire, pour quelque raison que ce soit, le patriotisme commande aux provinces de se lever et de s'organiser spontanément et indépendamment de Paris".

On la retrouve dans la proclamation de la section de l'Internationale lyonnaise

Proclamation de l'Internationale lyonnaise du 8 septembre 1870

"Il n'y a qu'un seul moyen de salut, c'est le soulèvement général et révolutionnaire du peuple. La meilleure chose que Paris puisse faire est de proclamer indépendance et spontanéité des mouvements provinciaux. Il faut briser la machine administrative (et conformément aux positions d'Esquiros et de Cluseret), rendre l'initiative de l'action à toutes les communes révolutionnaires de France, délivrées de tout gouvernement centralisateur et de toute tutelle, et par conséquent appelées à former une nouvelle organisation en se fédérant entre elles pour la défense".

Cette nécessité pour les communes révolutionnaires de France de former une nouvelle organisation en se fédérant, on la retrouve dans la création des Ligues, et plus particulièrement la Ligue du Midi pour la Défense nationale, le 18 septembre rassemblant 13 départements du Languedoc et de la vallée du Rhône autour de Marseille et de Lyon. La question du fédéralisme se retrouve dans la Déclaration de la Commune de Paris au peuple français du 19 avril que nous étudierons plus tard.

Déclaration de la Ligue du Midi pour la Défense nationale, 18 septembre 1871.

"Nous considérons comme urgent de donner aux départements du Midi, une liberté d'action entière pour l'organisation de la défense nationale... Si Paris venait à succomber, il faudrait qu'il y ait encore une France... C'est une défense régionale et provençale que nous voulons former..."

"A une situation révolutionnaire doivent correspondre des actes révolutionnaires" liant guerre et révolution. L'organisation de la lutte armée contre les Prussiens s'accompagne d'une série de mesures radicales.

Programme de la Ligue du Midi, 23 septembre

Impôt sur la richesse réelle ;

Réquisition de trente millions (pour le département), sur la fortune publique, d'une manière proportionnelle, pour subvenir aux dépenses de guerre ;

Réquisition de toutes armes, munitions, chevaux, etc., de tout ce qui peut et doit être considéré comme matériel de guerre ;

Défense expresse de transporter à l'étranger quelque partie, si minime qu'elle soit, des fortunes locales

Confiscation, après délai de dix jours, des propriétés mobilières et immobilières de tous ceux qui, traîtres à la Patrie, ont quitté, au moment du danger, le sol de France ;

Confiscation des biens du clergé irrégulier, jésuites, capucins, etc. ;
Séparation absolue des églises et de l'Etat : refus et cessation immédiate de toutes subventions aux cultes ;
Adoption de mesures faisant rentrer, sans délai, les membres du clergé et des corporations religieuses dans la loi commune militaire.
Décréter, dès aujourd'hui, la levée en masse de la nation,
Suppression de l'armée active ;
Révocation immédiate de tous les maires nommés par et sous l'Empire ;
Liberté absolue de la presse, par l'abolition du dépôt et du cautionnement.
Suppression des sinécures.
Réduction à un maximum de 2.400 Frs du traitement de tous les fonctionnaires pendant la durée de la guerre ;
Décision pour la nomination des juges de paix par voie électorale
Révocation de toute la magistrature inamovible ;
Suppression de toutes subventions aux écoles cléricales, affectation de leurs locaux aux écoles laïques...
À une situation révolutionnaire doivent correspondre des actes révolutionnaires".

Affiche rédigée le 25 septembre, apposée sur les murs de Lyon, la veille du 27/09

La situation désastreuse dans laquelle se trouve le pays : l'impuissance des pouvoirs officiels et l'indifférence des classes privilégiées ont mis la Nation française sur le bord de l'abîme.

Si le peuple organisé révolutionnairement ne se hâte pas d'agir, son avenir est perdu, la Révolution est perdue, tout est perdu. S'inspirant de l'immensité du danger, et considérant que l'action désespérée du peuple ne saurait être retardée d'un seul instant, les délégués des comités fédérés du salut de la France, réunis au comité central, proposent d'adopter les résolutions suivantes :

Art. 1. - La machine administrative et gouvernementale de l'Etat, étant devenue impuissante, est abolie.

Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même.

Art. 2. - Tous les tribunaux criminels et civils sont suspendus et remplacés par la justice du peuple.

Art. 3. - Le paiement de l'impôt et des hypothèques est suspendu. L'impôt est remplacé par les contributions des communes fédérées, prélevées sur les classes riches, proportionnellement au salut de la France.

Art. 4. - L'Etat, étant déchu, ne pourra plus intervenir dans le paiement des dettes privées.

Art. 5. - Toutes les organisations municipales existantes sont cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées, par des comités du salut de la France, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple.

Art. 6. - Chaque comité de chef-lieu de département enverra deux délégués pour former la convention révolutionnaire du salut de la France.

Art. 7. - Cette convention se réunira immédiatement à l'hôtel de ville de Lyon, comme étant la seconde ville de France et la plus à portée de pouvoir énergiquement à la défense du pays.

Cette convention, appuyée par le peuple entier, sauvera la France,

Aux armes !!! (Suivent les signatures dont celle de Bakounine)

IV. En contre-point, à contre-temps? Hautefaye : le village des cannibales¹⁰

"Les habitants d'un même pays ne sont pas tous contemporains les uns des autres même s'ils vivent au même moment".

Alain Corbin

C'est sur cet écart que je voudrais attirer votre attention.

On est le 16 août 1870, un mois après le début de la guerre franco prussienne, les armées françaises ont subi une série de défaites et des rumeurs circulent (faute de véritables informations) sur le sort de l'empereur présent sur le front, sur la proximité des armées prussiennes, entretenant une atmosphère de Grande Peur.

A Hautefaye, petite commune de l'arrondissement de Nontron, en Dordogne, pendant la foire aux bestiaux, un jeune noble Alain de Monéys, est supplicié pendant 2 heures puis brûlé vif sur le foirail en présence d'une foule de 300 à 400 personnes. Le soir, les hommes se dispersent et se vantent d'avoir rôti un "Prussien". Certains regrettent de ne pas avoir infligé le même sort au curé de la paroisse qui a essayé de sauver le jeune homme et a échappé de peu à la foule.

Quelques jours auparavant, un jour de foire, son cousin, un noble légitimiste aurait dit : "l'Empereur est perdu, il n'a plus de cartouches". Le jour même du drame, sentant l'hostilité à son égard, il retrouse vite chemin, évitant la foire. Peu après, Alain de Monéys arrive à la foire pour acheter une génisse destinée à une famille d'indigents. A peine arrivé sur le marché, il est interpellé par un colporteur qui lui apprend que son cousin a crié : "Vive la République". C'est impossible dit le jeune homme.

¹⁰ Alain Corbin, *le village des cannibales*, Aubier, 1990.

La foule présente certifie, par un vote à main levée, les propos du cousin; le jeune noble continue d'affirmer que c'est impossible. C'est comme s'il avait lui-même prononcé ces paroles. C'est ce qui condamne à mort cette victime de substitution.

Comment comprendre cet acte ?

Comment expliquer que ce soit sur ce jeune noble que se soient cristallisées toutes les inquiétudes et toutes les haines apparemment contradictoires faisant de lui un bouc émissaire?

Est-ce la crainte de la trahison et d'un retour à l'ancien régime? Des rumeurs circulent sur une possible complicité entre la noblesse et les prussiens. A la faveur de la défaite, comme en 1815, les troupes d'occupation permettraient la restauration du roi, avec lui, le rétablissement des droits féodaux, de la justice seigneuriale, la restitution des biens nationaux. Cette crainte n'a rien de fondée et cette accusation ne tient pas car le jeune homme, célibataire de 32 ans, premier adjoint de la commune voisine depuis 1865, a fait lever son exemption (lié à sa nature chétive) et a décidé de s'engager.

Est-ce la crainte d'un retour à la république identifiée à une république gaspilleuse et répressive à l'égard des paysans, qui renvoyait à la figure des accapareurs urbains? En effet, la République est associée à l'institution en 1848 du "45 centimes", une augmentation d'impôts de 45% et d'une indemnité parlementaire de 25F que les députés s'étaient attribués, soit 10 fois le salaire d'un ouvrier agricole en période de moissons. L'institution des 45 centimes avait provoqué des violents mouvements de révolte fiscale auxquels l'envoi de la troupe n'a mis fin qu'au bout d'un an.

Est-ce un attachement très fort à Napoléon III, de paysans qui pourtant avaient voté rouge en 1849, et qui le feront à nouveau sous la troisième République? Cet attachement est à la mesure de la déception vis à vis de la République.

Aux plébiscites de 1851, ils votèrent Oui contre les voleurs des caisses publiques, les 750 députés renvoyés dans leur foyer par le coup d'Etat, Oui aussi en 1870; aux élections législatives, ils votèrent pour les candidats officiels, "élus de proximité", contre les citadins.

"Les paysans n'ont pas su dire autrement qu'en suppliciant l'ennemi, la spécificité de leurs représentations politiques, l'intensité de leur angoisse et la profondeur de leur attachement à leur souverain". Alain Corbin

Les 21 acteurs du massacre collectif sont rapidement arrêtés, le maire renvoyé pour n'avoir pas su ou voulu arrêter le drame. Ce qui provoque stupeur et désarroi chez eux, persuadés d'avoir participé à la défense de leur empereur, croyant même, pour certains recevoir une récompense de l'administration impériale.

Le procès en Assises a lieu du 13 au 21 décembre, à Périgueux : 4 condamnations à mort, 1 aux travaux forcés à perpétuité, 8 à 5 à 8 ans de bagnes, 6 à des peines de prison, 1 en maison de correction. Malgré la demande des avocats et la plaidoirie comme acte politique, le gouvernement républicain refuse d'utiliser l'amnistie décidée le 4 septembre au profit de tous les individus condamnés pour des délits politiques depuis le 2 décembre 1851.

L'exécution donne lieu à une mise en scène macabre à Hauteffaye, où l'on installe les "bois de justice" (guillotine) : elle se déroule entre 8h 25 et 8h 30, sous la surveillance de l'escorte de gendarmes et de 200 hommes d'infanterie. Le gouvernement renonce finalement à rayer de la carte Hauteffaye.

La guerre finalement provoque la chute de l'empire le 4 septembre et la proclamation de la république; la défaite et la signature de l'armistice, le 28 janvier ; l'élection d'une Assemblée royaliste, avec 400 députés monarchistes sur 645 députés le 8 février 1871!!!

Dans les trois cantons proches, les républicains ont 4, 6% et 18% des voix. L'empereur emporte plus de voix que les candidats républicains alors qu'il ne figurait sur aucune liste!

Le 1er février on lit dans le patriote de la Dordogne :

"Méchant plus souvent que bête, le paysan est généralement voleur s'il est métayer, usurier s'il est propriétaire, lâche s'il n'a pas été transformé par la vie militaire ou par le séjour des villes. (Et comme la plupart des paysans seront ruinés par les exigences de la Prusse), c'est avec un plaisir sans bornes, et nous le dirons, dût-on nous accuser de cruauté, que nous refuserons du pain au paysan que la faim amènera devant notre porte, avec joie que nous le verrons privé de ses fils. Qu'il aille chercher tout cela à Berlin, cet indigne abruti, qui place l'Empereur avant le peuple et les bestiaux de la famille". P.14